

ARRÊTÉ

N° 106 - 2025 - V

**Occupation du domaine public
Rue du Hérisson
Saint-Léger-des-Bois**

Monsieur le Maire de Saint-Léger-de-Linières,

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU le code de la route et notamment les articles R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.21.1 et R 411.25 à R 411.28 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le code pénal et notamment l'article R610-5 ;

Considérant la demande de Monsieur Philippe VALETTE, 1 allée Potagère, Saint-Léger-des-Bois, 49170 Saint-Léger-de-Linières, reçue le 1^{er} juillet 2025, pour des travaux de bâtiment sur sa maison, via la voie attenante, la rue du Hérisson, il y a lieu de régler l'occupation du domaine public, la circulation et le stationnement.

ARRÊTE :

Article 1 : A compter du 15 juillet 2025 et jusqu'au 1^{er} août 2025, Monsieur Philippe VALETTE et son prestataire sont autorisés à empiéter sur le domaine public, rue du Hérisson et sur les espaces verts attenants à sa propriété, sise 1 allée Potagère, sur la commune de Saint-Léger-des-Bois, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières.

Les surfaces et plantations seront remises dans leur état initial, aux frais du pétitionnaire.

Article 2 : Pendant toute la durée du chantier, le stationnement sera interdit au droit du chantier sauf pour les besoins de ce dernier.

Article 3 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Toute la signalisation nécessaire (attention chantier, barriérage de protection, ...) sera implantée et entretenue par le demandeur, Monsieur Philippe VALETTE et/ou son prestataire, durant toute la durée des travaux.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités des sections concernées sur la commune de Saint-Léger-des-Bois, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières par le demandeur, Monsieur Philippe VALETTE et/ou son prestataire.

Article 6 :

- Monsieur le Chef de la police municipale,
 - Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie Départementale d'Angers,
- sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Léger-de-Linières le 2 juillet 2025,
Daniel PASDELOUP,
Adjoint au Maire

